

Politique de Défense nationale ou politique de guerre?

Le 7 juin dernier, le gouvernement Trudeau a dévoilé la nouvelle Politique de Défense du Canada, intitulée « Protection, Sécurité, Engagement ». Cette politique, pas vraiment nouvelle, consolide la logique de militarisation de nombreuses sphères de la vie sociale mise de l'avant par le gouvernement Harper. De plus, elle renforce le partenariat militaire avec les États-Unis et privilégie des interventions militaires musclées pour « augmenter la paix et la sécurité dans le monde ».

La Politique prévoit une augmentation du budget du ministère de la Défense nationale de 70 % en dix ans, passant de 18,9 milliards en 2016-2017 à 32,7 milliards en 2026-27. Le gouvernement aurait cédé aux pressions du Président Trump pour que les pays membres de l'OTAN augmentent leurs contributions en vue d'atteindre l'objectif de 2 % du produit national brut (PIB). On est en droit de se demander quelle menace pèse tant sur le Canada pour justifier une telle augmentation de dépenses militaires dans un contexte d'austérité, alors que le Canada ne contribue qu'à hauteur de 0,26 % à l'aide publique au développement et que les besoins sociaux au pays sont si criants.

L'engagement du Canada auprès de NORAD, de l'OTAN et du complexe militaro-industriel

Loin d'assurer « protection et sécurité », la Politique annonce plutôt « l'engagement ferme du Canada auprès de NORAD et de l'OTAN » et sa volonté d'être « un acteur crédible et engagé à l'échelle internationale ». Mais comment le Canada peut-il prétendre travailler pour la paix dans le monde en participant aux missions offensives menées sous l'égide de l'OTAN, alors que l'OTAN n'est ni plus ni moins que le bras armé de l'impérialisme étatsunien. Une réelle sécurité collective passe plutôt par une rupture avec cette vision militariste et fondamentalement expansionniste.

La Politique contient en outre beaucoup de promesses d'achat – navires de combat de surface, chasseurs sophistiqués, avions de surveillance et de guerre sous-marine, systèmes télépilotés, communément appelés « drones », et matériel spatial. La Politique prévoit aussi que le Canada se dotera de la capacité d'intervenir sur plusieurs fronts à la fois, c'est-à-dire de mener des guerres simultanément dans plusieurs pays. Est-ce que ces achats visent réellement à protéger la population canadienne ou visent-ils plutôt à favoriser le complexe militaro-industriel, notamment son commerce international des armes? L'achat annoncé d'équipements de pointe destinés à augmenter les capacités de renseignement permettra au Canada de poursuivre son rôle de surveillance des populations au sein de l'alliance des services de renseignement des *Five Eyes*, (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et États-Unis) bien plus qu'il ne contribuera à protéger la population canadienne.

Une consultation qui n'en était pas une

Le Ministre canadien de la Défense nationale, Harjit Sajjan, a fait valoir que cette politique était le fruit d'une vaste consultation. Or, cette consultation a été très peu

publicisée, s'est déroulée pendant la période estivale de 2016 et visait avant tout le personnel du Ministère de la Défense, l'armée, l'industrie militaire, les alliés et les « experts ». Pourtant nous avons déjà été nombreux à questionner l'objectif réel des interventions militaires canadiennes en Afghanistan et en Libye. Ces expéditions, contraires au droit international, créent le terreau pour la prolifération de groupes armés, comme l'EI, et ne contribuent en rien à la « paix et la sécurité dans le monde ». Elles consolident ce que Naomi Klein appelle le capitalisme du désastre qui ne profite qu'à des chefs de guerres et à des compagnies privées de sécurité, et ce au mépris des aspirations de justice, de dignité et de démocratie des peuples concernés. Rappelons également que les grandes lignes de la Politique ne faisaient pas partie du programme électoral de Justin Trudeau. En somme, le gouvernement libéral n'avait pas de mandat pour présenter une telle politique de « défense ».

Ne nous leurrions pas : 14 milliards de dépenses supplémentaires en matériel militaire ne serviront ni la cause de la paix ni celle de la stabilité dans le monde. Tout comme le port d'armes par des individus ne diminue pas le taux de violence, l'accumulation d'armes de plus en plus sophistiquées et meurtrières par des pays, dont le Canada, n'est pas une garantie de sécurité. Loin de là. La Politique contribue plutôt à la montée du terrorisme et à l'insécurité mondiale, et annonce des guerres à venir.

Judith Berlyn
Martine Eloy
Mouloud Idir
Molly Kane
Suzanne Loiselle

Collectif Échec à la guerre

www.echecalaguerre.org

info@echecalaguerre.org

514-919-7249